

Collectif

Les Morts de la Rue

« En accompagnant ces morts, nous agissons aussi pour les vivants »

Paris, le 30 décembre 2008

Lettre à Madame Boutin, ministre du logement et de la ville.

Encore deux morts hier à la rue, dans la région parisienne. Cette fois, vous ne pourrez plus faire croire à des cas isolés, ni les mettre au compte du froid ou de la mauvaise volonté à se rendre dans vos refuges. Le phénomène prend trop d'ampleur médiatique. La France est malade de ses SDF. Et c'est une maladie des droits de l'Homme.

Depuis des années, nous rabâchons qu'on meurt de la rue aussi bien en été qu'en hiver, comme le démontre la carte réalisée en partenariat avec Médiapart. Le froid a joué comme révélateur, mais la poignée des morts de froid n'est que la partie visible de l'iceberg. La vérité, c'est que la France laisse depuis longtemps mourir prématurément, dans le silence, des milliers des plus vulnérables, dont les morts de la rue. Nous sentons-nous, citoyens, et particulièrement vous, Madame la Ministre, qui êtes aux commandes, responsables de la situation ? Elle devient insupportable. Quelques petites mesures ne suffiront pas à arrêter l'hécatombe programmée.

Nous percevons dernièrement dans vos propos l'intention de faire passer d'urgence dans la loi le droit d'emmener de force, en cas de grand froid, les personnes de la rue dans des hébergements. Et cela - ô ironie ! - ne pourrait certainement se faire que par un amendement dans le cadre de votre prochaine loi sur le logement.

Pour faire passer cette mesure, dont l'annonce a indigné les toutes les associations, vous vous appuyez sur un sondage : c'est manipuler l'opinion. Vous savez bien qu'elle serait à la fois impraticable, inutile et régressive. Avez-vous déjà essayé de convaincre, en pleine nuit, un homme emmitoufflé sur un trottoir de vous suivre ? Allons-nous revoir, comme au temps du délit de vagabondage, des hommes trainés par les pieds ?

Ce que vous oubliez, c'est que ces personnes ne sont pas des animaux, mais des êtres humains, égaux aux autres, principe même de notre constitution.

Ce que vous oubliez, c'est qu'à la rue, on meurt beaucoup moins de froid que de l'absence de lien social.

Ce que vous négligez, c'est que ces personnes se sont créé tant bien que mal un environnement matériel et humain qui leur est indispensable pour survivre. Les en priver, c'est les mettre en danger de mort.

Dès lors, il ne s'agit pas de mettre en œuvre une fois de plus une politique d'urgence destinée à satisfaire une opinion mal informée et manipulée, en enfermant des personnes dans un gymnase ou un préau d'où on les éjectera au petit matin. (L'état se met d'ailleurs hors la loi en remettant ces personnes à la rue, article 4 de la loi DALO "*Tout personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée*")

Il s'agit d'entreprendre enfin la politique à long terme dont les principes sont bien connus de ceux et celles qui œuvrent depuis des années en contact avec les personnes de la rue, et dont vous connaissez depuis longtemps les propositions. Elle repose sur trois bases :

- des lieux de vie de taille modeste avec chambres individuelles, dans un fonctionnement respectueux de la personne, avec des durées de séjour longue.
- Un accompagnement adapté à la diversité des personnes qui se sont retrouvées un jour à la rue (certaines ont avant tout besoin d'un logement, beaucoup ont vraiment besoin aussi d'un accompagnement de différents ordres, médical, psychiatrique, professionnel, humain...)
- la possibilité pour tous d'en sortir par le haut, c'est-à-dire par l'accès au logement social.

Sans un développement en parallèle de ces trois actions, la société continuera à faire semblant de s'occuper des personnes de la rue, car c'est à peu près de cela qu'il s'agit pour l'instant.

Prenez les moyens d'un plan ambitieux.

Nous appelons à une politique de la grande pauvreté qui aura un coût, mais dont la France des Droits de l'Homme est capable...Il faut savoir reconnaître que la question des SDF est complexe et demande plus que des mesures simplistes, que, malgré les progrès accomplis, après des années de négligence, la chaîne du logement est complètement bloquée, que trop d'hébergements d'urgence enfoncent les usagers dans une survie où ils s'enlisent, que, sauf exceptions, les personnes placées depuis deux ans dans des établissements dits de stabilisation ne sont toujours pas réinsérées, et que l'accompagnement n'est souvent pas satisfaisant. Il faut résolument changer de méthode et dépenser autrement beaucoup d'argent actuellement gaspillé. Bref, il faut tout remettre à plat.

Nous voulons espérer, Madame la Ministre, que vous aurez ce courage.

Collectif les Morts de la rue